

**16 Provinces**

**Nyanga/Département de la Douigny/Appui à la santé  
Bouffée d'oxygène aux hôpitaux de Moabi et de Mourindi**

**IMM**  
Moabi/Gabon

**LES** centres médicaux de Moabi et de santé de Mourindi, dans le département de la Douigny (province de la Nyanga) ont reçu des dons de l'ex-ministre déléguée aux Eaux et Forêts, coordinatrice cantonale de l'Association de jeunes volontaires (Ajev) et fille de la localité, Léa Mikala. Il s'agit d'équipements composés de lits électriques médicalisés, des matelas antiescarres, des matelas à lève-personnes, fauteuils de repos, tables d'examen, négoscopes, potences, cannes anglaises, un verticalisateur, appareil échographe, appareil de consultations optiques et plusieurs cartons contenant d'autres matériels médicaux. Par cette action, l'ancienne ministre a dit vouloir ainsi apporter son appui aux unités sanitaires de son département, afin d'améliorer les conditions de prise en charge des patients et de travail des personnels de santé. « *Au-delà de l'action politique que je mène dans le département, mon geste est avant tout humanitaire. Il entre dans le cadre de l'es-*



Photo : IMM

**Le centre médical de Moabi désormais équipé de matériel...**



Photo : IMM

**La remise du matériel médical au centre de santé...**

*prit de partage imprimé par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Il révèle aussi mon souci de voir les Moabiens, dans leur ensemble, bénéficier localement des meilleures conditions de soins, de limiter les longs et périlleux*

*déplacements de ces derniers vers l'hôpital de l'Alliance chrétienne de Bongolo, souvent pour si peu. Des cas de maladies qu'on peut traiter sur place », a-t-elle expliqué. Ces équipements règlent donc partiellement les*



Photo : IMM

**... dont cet appareil d'échographie présenté au DRS-Nyanga par la donatrice, Léa Mikala.**



Photo : IMM

**... de Mourindi.**

multiples problèmes auxquels sont confrontés le centre médical de Moabi et le centre de santé du district de Mourindi. Ce qui a valu au membre de l'Ajev, Léa Mikala, des remerciements de la part du directeur régional de

santé (DRS) de la Nyanga, Thierry Noël Mamboundou, des encouragements des responsables politiques et administratifs du département de la Douigny et des bénédictions de la part des habitants. « *Votre geste est*

*louable. Il constitue un appui considérable qui va améliorer la qualité de la prise en charge des malades. Cela témoigne de votre volonté et de l'Association des jeunes volontaires qui accompagne votre action, de sortir notre système sanitaire provincial et départemental des sentiers battus », a reconnu le DRS. Par cette dotation, l'ex-membre du gouvernement a dit avoir atteint son objectif. Aussi, a-t-elle demandé aux personnels de santé, en tête desquels le médecin-chef du centre médical, Dr Olive Mariette Kenmogne, de faire bon usage de ce matériel. Non sans expliquer aux populations de sa circonscription politique, sa vision pour le développement de Moabi. « (...) Ce développement que nous recherchons tous, pour améliorer nos conditions de vie, ne peut se réaliser qu'à partir de la conjugaison des efforts de tous les fils de Moabi. Ainsi, le destin de notre terre natale nous contraint tous aujourd'hui à regarder dans la même direction. Celle de la construction du "village" », estime Léa Mikala.*

**Estuaire/Département du Komo-Mondah/État de la route d'Ayeme-Maritime  
Comme à l'époque moyenâgeuse...**

**PSNB**  
Libreville/Gabon

**DÉFECTUEUX** depuis près d'un an et demi, la route menant à Ayeme-Maritime, village situé dans le département du Komo-Mondah, en franchissant une voie ferrée de Nkoltang, devient un calvaire pour les usagers y circulant surtout en temps de pluie. Après l'entrée de la Société meunière et avicole du Gabon (Smag), le tronçon se transforme tout à coup en piste d'éléphant tant il présente par endroits des effondrements et dans d'autres zones, il est parsemé de nids-de-poule et de crevasses. Une situation qui n'est pas sans conséquence sur la forte concentration humaine qui y est répertoriée, et qui court à tout instant - si rien n'est entrepris par les pouvoirs publics - le risque d'être enclavée. Selon un riverain ayant requis l'anonymat, la route Ayeme-Maritime avait été complètement réhabilitée avant l'élection présidentielle de 2016. Depuis lors, plus rien n'y est entrepris, malgré son pi-



Photo : Prospère Sax Nzé Bekalé

**Faute d'entretien, l'action de l'érosion se fait sentir sur la voie...**



Photo : Prospère Sax Nzé Bekalé

**Suite à des éboulements, cette partie de la route nécessite un rechargement de terre pour prévenir toute coupure.**

teux état. Les espoirs des villageois de voir les acteurs politiques s'intéresser à leur sort ont fondu

comme neige au soleil. Du coup, ils se sentent floués et oubliés. « *Nous n'avons jamais cessé de manifester*



Photo : Prospère Sax Nzé Bekalé

**... comme ici.**



Photo : Prospère Sax Nzé Bekalé

**Les usagers éprouvent d'énormes difficultés sur ce tronçon, surtout en temps de pluie.**

notre désarroi devant cette situation de détresse dont nous rendons responsables les autorités compétentes.

Notamment, le Conseil départemental du Komo-Mondah (CDKM), qui ne remplit pas sa véritable mission

*consistant à l'entretien du réseau routier en zone rurale, tout comme le ministère des Travaux publics qui doit veiller à ce que les voies de communication soient bonnes pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes», a souligné la même source. A travers ce notable, les habitants d'Ayeme-Maritime ne sont-elles pas simplement en train d'exprimer haut et fort un sentiment partagé par une bonne partie de nos compatriotes ? En effet, comment admettre que des localités situées à quelques encablures de la capitale, ne soient toujours pas dotées de routes carrossables et praticables en toute saison ? Pourquoi doit-on toujours que le pire survienne, pour remédier à ce qui peut l'être actuellement ? Qu'attend-on pour intervenir avant que les choses prennent une autre tournure ? Autant d'interrogations jusque-là sans réponses. Les populations d'Ayeme-Maritime aimeraient bien que le Premier ministre prenne ce dossier en main.*